

Le  
**BIPE**  
50<sup>a</sup> ans

## L'impact économique des entreprises du G5

Avril 2010

Patrick Bertin  
Antoine Ferrier-Battner  
Nathalie Sénécal

©BIPE 2010

BIPE



## Sommaire

### **Synthèse et résumé des principaux chiffres**

#### **Introduction : réagir dans un contexte difficile**

#### **1. Un acteur essentiel dans la santé**

- 1.1 Une place majeure dans le secteur pharmaceutique en France ...
- 1.2 ... et importante dans le monde
- 1.3 Nombreux domaines thérapeutiques couverts

#### **2. L'apport direct à l'économie française**

- 2.1 Près de 44 000 emplois directs ...
- 2.2 ... dans 16 régions dont 8 principalement
- 2.3 L'immense majorité de la balance commerciale française du médicament
- 2.4 Les investissements : une préférence maintenue pour la France

#### **3. Un acteur incontournable en recherche**

- 3.1 En dépenses et en emplois ...
- 3.2 ... et comme partenaire de la politique de recherche de l'Etat

#### **4. Développement durable, indépendance sanitaire**

- 4.1 G5 et développement durable
- 4.2 Indépendance sanitaire

#### **Conclusion : un atout majeur pour le pays**

#### **Annexe (cartes)**



## Synthèse et résumé des principaux chiffres

Les entreprises qui forment le G5 (Ipsen, LFB, Pierre Fabre, Servier, sanofi-aventis) ont demandé au BIPE une monographie mesurant leur place dans l'industrie pharmaceutique et dans la recherche en France, ainsi que leur impact sur l'économie nationale. Le document qui suit en fait l'analyse factuelle, sur la base des données agrégées disponibles et des données fournies par les entreprises.

Le « bilan » économique du G5 pour la France est extrêmement favorable. Non seulement les bénéfices économiques et industriels pour la France, mais aussi les retombées de l'effort de recherche, sont de très loin supérieurs aux charges induites par les remboursements de médicaments. Mais de toute façon ces dernières, qui sont d'abord la contrepartie de la contribution à la santé publique, existeraient quand même sans les entreprises du G5. Mais alors sans les bénéfices pour le pays ! Production en France pour le marché intérieur, exportations massives, investissements, dépenses de recherche et, in fine, emplois (directs et induits) et innovation. L'effet d'entraînement économique joue à plein.

On le verra dans les différents chapitres : au-delà de leur apport économique tel que nous l'avons photographié pour 2008, les entreprises du G5 jouent aussi le jeu en « dynamique » : elles tiennent bien leur rang en termes de ratio recherche/CA au niveau mondial, elles continuent de choisir d'investir beaucoup en France, alors même que la croissance du marché y est très bridée, elles répondent très largement présent à toutes les initiatives publiques. A l'heure de la délocalisation tous azimuts que vit l'économie mondiale, pourquoi ne pas souligner le lien fort des cinq entreprises avec la France et la grande proximité de leurs décisions stratégiques avec les intérêts nationaux, pour que la France reste un grand pays en santé.

Cette monographie mesure précisément que notre industrie pharmaceutique, de même que d'autres fleurons français, est un bel atout. Est-ce que cela peut aider à la réflexion pour l'avenir, à une période-clé pour le pays ? La compétition mondiale s'accroît partout et en particulier dans les industries de pointe. Sur quoi d'autre que l'innovation pourraient s'appuyer les « vieux » pays industriels ? En même temps, des pays émergents qui ne traversent pas les tempêtes de nos comptes publics et qui n'ont pas la même protection sociale, deviennent peu à peu compétitifs dans la production « high tech » et la recherche.

Ce n'est sûrement pas le moment de donner des signaux négatifs pour l'attractivité de la France ! Il faut continuer à encourager la recherche en sciences du vivant et la production des industries de santé par des mesures concrètes : l'amélioration du crédit d'impôt-recherche et les mesures initiées par le Conseil Stratégique des Industries de Santé (CSIS) en octobre 2009 sont des signes encourageants. La conclusion des Etats Généraux de l'Industrie, en mars 2010, par le Président Nicolas Sarkozy, a fixé des objectifs ambitieux à la nouvelle politique industrielle. Le secteur pharmaceutique avec un excédent commercial en 3<sup>ème</sup> position des excédents sectoriels industriels de la France est un des relais naturels de cette politique. Mais dans le contexte concurrentiel qui a été décrit, il faudra s'en donner les moyens.

De même que le rééquilibrage des comptes sociaux sera long et difficile, de même le travail de valorisation et de développement de nos atouts nationaux – ici les industries de santé – devra être permanent. Ceci conduit à s'interroger sur le « bon » niveau de régulation. D'une part, nous ne pouvons plus continuer à reporter des déficits. D'autre part, l'évolution des dépenses de médicaments est déjà bien maîtrisée [le marché remboursable a eu une évolution moyenne de +1,9% par an sur les quatre années 2006-2009 contre 6% en moyenne auparavant]. Une pression supplémentaire ferait gagner peu à l'assurance-maladie [au regard de sa problématique, d'une toute autre dimension, qui a besoin de réponses structurelles] mais pourrait faire perdre davantage au pays, en investissements et en emplois futurs. Ainsi, dans cette monographie, nous donnons des exemples d'investissements stratégiques dans un domaine dans lequel la France est

en retard (bioproduction). Dès lors que les entreprises jouent le jeu en France, elles ont légitimement besoin de visibilité : attention à ne pas limiter leur capacité de grandir.

Face aux défis d'aujourd'hui, le pays ne peut se disperser : l'avenir se prépare en unissant les énergies comme s'efforcent de le faire les initiatives sur la recherche. Le dynamisme de ces collaborations représente un enjeu vital : scientifique, industriel et économique. La stratégie de la France doit couvrir un continuum allant de la recherche la plus fondamentale jusqu'au marché pharmaceutique, en couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur (recherche, développement, production, enregistrement, évaluation, régulation). Un pilotage coordonné, sur le long terme, entre santé publique, comptes sociaux, politique industrielle et de recherche doit être recherché.

\* \* \* \* \*

### Résumé des principaux chiffres

Les médicaments vendus en France par le G5 ont représenté 6,1 milliards en 2008. Soit 23% du marché. Sur ce montant, 4,4 milliards ont été financés par l'assurance-maladie obligatoire (en prix industrie, hors distribution). Cependant, ce n'est pas seulement un « coût » pour la Sécurité Sociale. Les pathologies sont là, il faut donc produire les médicaments en France ... ou les importer. Produire en France est un bénéfice pour l'emploi et pour la croissance :

Les **effets économiques directs** des entreprises du G5 en France en 2008 sont les suivants :

- 43 903 emplois directs (dans les 5 entreprises), soit environ 40% de l'emploi de l'industrie pharmaceutique. Ils sont répartis dans 16 régions économiques, dont 8 principalement.
- 2,46 milliards d'euros pour les comptes publics : soit 1,61 milliard de cotisations sociales et 850 millions de taxation (celle ordinaire + celle spécifique à l'industrie pharmaceutique).
- 1,09 milliard d'investissements corporels.
- Balance commerciale « médicament » des entreprises du G5 : + 5,17 milliards soit 80% de la balance française du médicament.

A ces effets directs, il faut ajouter les **retombées économiques indirectes et induites** (achats, sous-traitance, consommation des salariés directs et indirects, etc.). Elles n'ont pas été évaluées spécifiquement pour le G5. Un travail de 2006 pour l'ensemble de l'industrie pharmaceutique en France (données 2004) avait abouti à un multiplicateur de 3.9 pour l'emploi, 2.6 pour les cotisations sociales, 1.2 pour les impôts et taxes et 5 pour les investissements.

**L'apport en recherche** : le G5 a dépensé 2,44 milliards d'euros en R&D en France en 2008 (5,84 dans le monde, soit 17,2% de son CA médicaments Monde) et emploie directement 12 500 personnes en recherche sur le territoire (inclus dans les chiffres totaux d'emploi). En valeur, c'est plus de 60% de toute la recherche pharmaceutique faite en France. Sachant que la pharmacie est le 1<sup>er</sup> secteur industriel en dépenses de recherche en France, devant l'automobile.

**Taux d'effort** : la dépense de recherche faite en France par les entreprises du G5 représente 40% de leurs ventes de médicaments en France (2008). Autre comparaison : c'est 55% de ce que dépense l'assurance-maladie obligatoire pour des médicaments du G5 (calcul hors coût de la distribution). Autrement dit, rien qu'en R&D, les entreprises du G5 réinvestissent très largement en France.

Dernier étalonnage : cette R&D en France du G5 représente entre 25 et 30% de la dépense de R&D totale, c'est-à-dire publique + privée en « **sciences de la vie** », au sens large.

## Introduction : réagir dans un contexte difficile

Les laboratoires du G5 évoluent dans le contexte d'une industrie pharmaceutique mondiale en pleine mutation, à la recherche d'un **nouveau modèle** :

D'abord, sur le plan scientifique, qui est sa première raison d'être : **la recherche** a beaucoup évolué depuis une quinzaine d'années en utilisant les pas de géant accomplis par les sciences du vivant et les technologies informatiques. Ces progrès ont ouvert de nouvelles perspectives thérapeutiques dans des pathologies souvent non traitées.

Les produits très innovants issus des biotechnologies représentent une part croissante du marché du médicament. Les grandes firmes pharmaceutiques ont toutes évolué vers un modèle mixte associant la recherche interne à des accords extérieurs avec des start-ups et des laboratoires universitaires. En raison de la spécialisation accrue des compétences et des domaines d'innovation, les grandes entreprises restent présentes sur l'ensemble de la chaîne de valeur, mais externalisent une partie croissante de leurs activités de recherche et agissent en intégrateurs de compétences et d'expertises.

Les années 1995-2009 ont été émaillées d'avancées importantes avec par exemple des médicaments contre le VIH, des thérapies ciblées contre le cancer, des produits contre la polyarthrite rhumatoïde, contre une forme de DMLA, sans oublier de nouveaux vaccins, pour ne prendre que ces seuls exemples.

Malgré ces **succès**, et en dépit d'une augmentation des budgets de R&D, l'accroissement des coûts de la recherche contribue à restreindre le nombre de produits nouveaux. Des produits innovants continuent d'arriver régulièrement sur le marché, notamment hospitalier, par exemple en oncologie ou des médicaments orphelins dans des niches thérapeutiques, mais dans les grandes pathologies chroniques traitées en ambulatoire, l'innovation semble ralentir actuellement.

Simultanément **les exigences réglementaires** ont clairement augmenté au niveau mondial. Ce qui est une autre explication du constat précédent : l'appréciation du rapport bénéfice/risque redouble de prudence, ce qui peut pousser à arrêter précocement des développements. Et les autorités sont moins intéressées par l'innovation « incrémentale » ou ne sont pas disposées à en tenir compte dans le prix des médicaments à la hauteur des investissements qu'elle nécessite.

Par ailleurs, l'industrie pharmaceutique est régulièrement au centre d'attaques peu nuancées, parfois victime de son image ou d'idées reçues mais qui finissent surtout par occulter ce que, objectivement, elle continue d'apporter à la santé et à l'économie.

Enfin, la **situation économique** est très fragilisée, et pour longtemps. Les finances publiques des pays les plus développés [qui représentent encore près des 4/5 du marché mondial du médicament], ont subi de plein fouet l'impact de la crise financière. En particulier, pour les pays de l'Union européenne, sauf bonne surprise, c'est une croissance molle qui s'annonce jusqu'en 2015.

**La France** a comme handicap de cumuler des prélèvements obligatoires déjà très élevés avec des déficits sociaux qui deviennent massifs. En contrepartie, le système de protection sociale est généreux, il est même le 1<sup>er</sup> pour le ratio dépenses sociales / PIB au sein de l'UE à 27 pays.

Outre l'assurance-maladie, le problème majeur des retraites pèsera fortement sur la problématique des finances publiques. La question n'est plus de savoir si la **contrainte économique** sera forte : une régulation stricte est inévitable et pour un bon nombre d'années. Mais sachons bien la choisir : ne sacrifions pas nos atouts (l'avenir) à la rigueur qui est nécessaire au présent.

Concernant le médicament, les tombées de brevets vont mécaniquement aider à cette régulation. Mais la vraie question est de savoir comment la politique du médicament s'exercera pour que les laboratoires opérant en France aient la **visibilité** nécessaire à leur développement et, surtout, pour qu'ils puissent préserver leur **compétitivité** alors que de nombreux pays émergents arrivent déjà dans la compétition mondiale. Quel équilibre dans la régulation économique ? Quelles contreparties et incitations positives ? Quelle place pour les enjeux de la politique industrielle ? Quelle collaboration public/privé ? Ce que sera la France des années 2020 va se préparer pendant les années 2010.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la **photographie des entreprises qui composent le G5** (données agrégées 2008), un acteur essentiel du paysage pharmaceutique en France.

## 1. Un acteur essentiel dans la santé

### 1.1 Une place majeure dans le secteur pharmaceutique en France ...

En 2008, les membres du G5 ont réalisé un chiffre d'affaires **médicaments France** (donc hors exportations étudiées plus loin) de **6,13 milliards d'euros**.

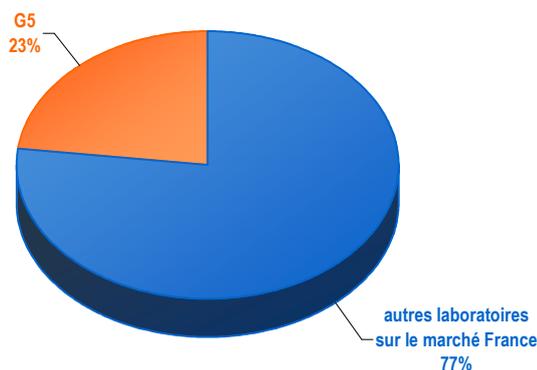
**Le G5 représentait donc 23% du marché du médicament en France**, ville + hôpital (y compris D.O.M.), qui s'est élevé à 26,6 milliards en 2008.  
(données exhaustives : GERS pour la ville et Afssaps pour l'hôpital, valorisées en prix industriel).

Sa part de marché est homogène entre les deux gros segments « remboursable » et « hôpital » :

- sur le marché remboursable (19,4 milliards), le G5 en représentait 4,6 milliards soit 23,7%.
- sur le marché hospitalier (5,29 milliards), le G5 en représentait 1,23 milliard, soit 23,2%.

Enfin, sur le marché non-remboursable à prix libres (1,85 milliard), le G5 représentait 300 millions, soit un peu plus de 16%.

#### Marché du médicament en France (ville + hôpital) en 2008



Source : GERS et G5

Outre cette activité principale médicaments, il faut souligner :

- une activité chimique de fabrication de principes actifs à usage pharmaceutique, qui est notamment importante à l'export pour Servier,
- l'activité de Pierre Fabre en dermatologie et en dermo-cosmétique,

Enfin, on peut mentionner l'activité de sanofi-aventis en santé animale (n°3 mondial) mais qui n'est incluse dans aucun des chiffres du G5.

Les données chiffrées contenues dans la présente monographie concernent seulement le médicament à usage humain (sauf pour les données douanières globales du secteur).

## 1.2 ... et importante dans le monde

Le **CA médicaments Monde** des cinq entreprises du G5 a été de **34 milliards d'euros en 2008**, soit de l'ordre de 6,5% du marché mondial (prix industriel).

En 2008, sanofi-aventis était le 4<sup>ème</sup> groupe mondial du médicament. Servier était 25<sup>ème</sup> et a gagné depuis deux places avec les rachats de Wyeth par Pfizer et de Schering-Plough par Merck. Ensuite, Ipsen se situe entre la cinquantième et la soixantième place mondiale suivi de Pierre Fabre pour son activité médicaments. Enfin, spécialisé dans les médicaments dérivés du plasma, le LFB est le quatrième acteur en Europe dans ce domaine et le sixième mondial.

Les groupes qui composent le G5 sont issus de laboratoires français et ont grandi par une solide croissance interne et dans le cas de sanofi-aventis, également par regroupement. **Leurs centres de décision se situent en France.** On constate que ces groupes ne se sont pas repliés sur leur marché intérieur (d'ailleurs moins rentable malgré sa taille que d'autres marchés étrangers). Ils se sont développés progressivement à l'international.

**La part de l'international** dans les ventes du G5, y compris bien entendu, les exportations directes à partir de France, progresse régulièrement. Elle ressort à 82% en 2008 (soit un peu moins de 28 milliards sur un total de 34). Ce résultat n'est pas dû seulement au poids mondial de sanofi-aventis. En effet, Servier est maintenant internationalisé à plus de 72%, Ipsen a atteint 68% et Pierre Fabre (toutes activités) un peu plus de la moitié. Enfin le LFB, au départ concentré sur la France, est en train de progresser rapidement à l'étranger.

## 1.3 De nombreux domaines thérapeutiques couverts

Les entreprises qui composent le G5 présentent un éventail très large de produits couvrant une grande variété de besoins thérapeutiques.

Elles sont, à un degré ou à un autre, **toutes présentes en oncologie**. Ensuite, le G5 est présent aujourd'hui dans les traitements de **nombreuses pathologies majeures** parmi lesquelles on peut citer l'ensemble des maladies cardio-vasculaires, la thrombose, le diabète (types 1 et 2), les maladies du système nerveux central (dépression, troubles du sommeil, psychose, épilepsie...), l'asthme, les maladies auto-immunes, les allergies, l'hémophilie, les soins intensifs, l'ostéoporose... On note aussi des positions en antalgie, en rhumatologie, en gastro-entérologie, en endocrinologie...

Il faut souligner la présence dans les **biomédicaments** : développement d'anticorps monoclonaux et de protéines de nouvelle génération, grâce au LFB (Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies), à Ipsen et à Pierre Fabre. En particulier, le G5 répond à la forte demande dans le domaine des maladies rares, dont le LFB est un des spécialistes et dans lequel Ipsen est aussi très impliqué.

Outre un portefeuille d'antibiotiques, le G5 compte le **leader mondial des vaccins** : un domaine stratégique par excellence et qui le sera de plus en plus à l'avenir : sanofi pasteur est n°1 avec 22% des ventes mondiales de vaccins.

On note aussi deux acteurs du marché en croissance des **génériques** : Biogaran, n°2 en France (filiale de Servier), plus de 20% du marché, et Winthrop (filiale de sanofi-aventis).

Enfin, bien que cette synthèse soit consacrée au médicament, il faut redire la forte position de Pierre Fabre en dermatologie et dermo-cosmétique, activité dans laquelle il est leader européen.

## 2. L'apport direct à l'économie française

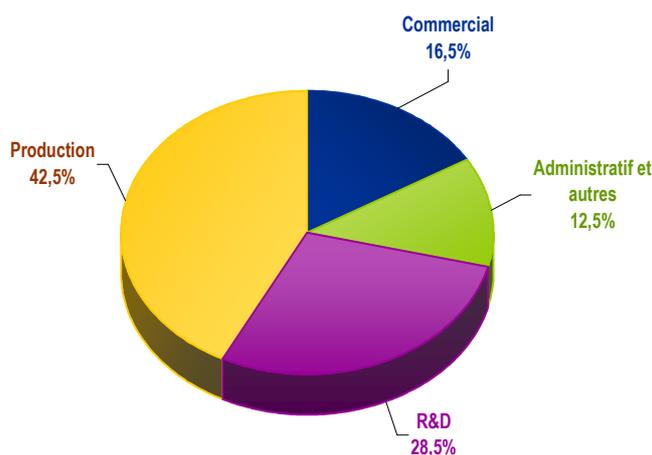
### 2.1 Près de 44.000 emplois directs ...

Les entreprises du G5 emploient directement **43 903 personnes en France** (données 2008). Soit environ 41 000 personnes pour l'activité médicaments (hors dermo-cosmétique Pierre Fabre).

Les données nationales sont délicates à recouper. Si on ne considère que les seuls laboratoires détenteurs d'AMM et les fabricants-façonniers (sous-traitants en production), le G5 représente environ **45% de l'emploi des laboratoires** pour la seule activité médicaments. Cependant, une fois réintégrée l'ensemble de la recherche faite hors laboratoires (sociétés de biotech, études cliniques), voire les réseaux extérieurs de visite médicale, la part G5 est plutôt autour de **40%**.

Le graphique ci-dessous fait apparaître la structure des emplois du G5 en France. Selon la ventilation de ces 43 903 personnes, fournie par le G5, la plus grosse partie des effectifs est attribuée à la **production** (42,5%), et plus du quart à la **recherche** (28,5%).

#### Ventilation des effectifs du G5 par activité en France en 2008



Total : 43 903 emplois

Source : données des entreprises du G5

**Notre observation** : Cette structure des emplois en France est à souligner. Plus de 70% des effectifs soit en production soit en recherche, c'est évidemment très positif. Ce sont ces **deux domaines qui sont porteurs d'enjeux stratégiques pour le pays**.

Du bon usage des chiffres... : On aimerait pouvoir donner une comparaison intra-sectorielle indiscutable mais les différentes sources ont des limites : selon l'enquête emploi du LEEM (2007), la recherche représente 13,2% des effectifs totaux du secteur (y compris G5 bien sûr). Mais, selon l'enquête du Ministère de la Recherche (données 2007 également), c'est ...25,5% des effectifs des entreprises ...enquêtées. Pour réconcilier ces données, il semble que les centres de recherche juridiquement distincts des laboratoires ne sont pas inclus dans l'enquête LEEM et à l'inverse, les entreprises ne faisant pas de recherche (ne serait-ce que les fabricants-façonniers) ne sont pas enquêtées par le Ministère. Enfin, il faudrait compter avec l'externalisation partielle de la visite médicale, par exemple. Malgré ces limites, **ce qui saute aux yeux, c'est le profil de l'emploi du G5 en France**.

## 2.2 ... dans 16 régions dont 8 principalement

Le G5 est présent en France à travers **80 sites** qui regroupent ses 43 903 emplois.

**Globalement**, si l'Ile-de-France (20 075 emplois) est très représentée (ne serait-ce que par les sièges sociaux sauf celui de Pierre Fabre), 7 autres régions sont particulièrement irriguées par le G5 en emplois : Rhône-Alpes (4 850), Midi-Pyrénées (4 830), Haute-Normandie (3 339), Centre (3 073), Languedoc-Roussillon (2 053), Provence-Alpes-Côte-d'Azur (1 753), Aquitaine (1 155). L'ensemble de ces **8 régions** concentre **93%** de l'activité du G5, en nombre d'emplois. Quatre autres régions viennent ensuite avec chacune entre 400 et 700 emplois : Auvergne, Picardie, Nord-Pas-de Calais et Bourgogne. Enfin, les effectifs des quatre dernières régions où le G5 est présent sont compris entre 60 et 200 personnes. Voir les cartes en fin de document.

**L'activité de production** du G5 est répartie dans une douzaine de régions différentes. Il est à noter que cinq territoires concentrent 68% des effectifs : Rhône-Alpes (21,9%), la Haute-Normandie (16,7%), le Centre (12,6%), l'Ile-de-France (10,9%) et l'Aquitaine (5,8%).

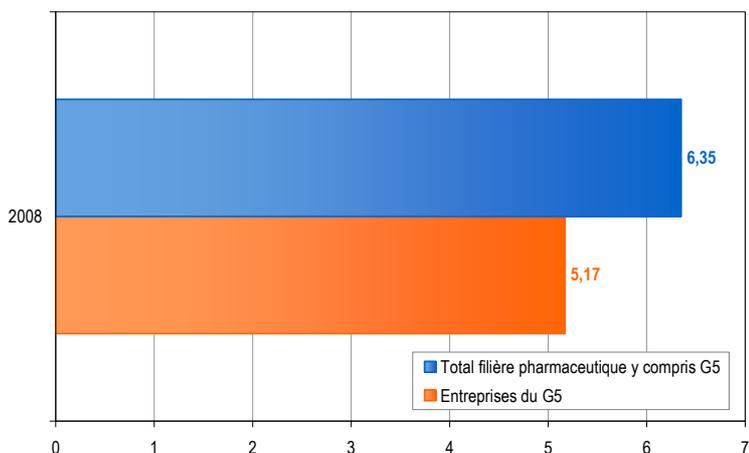
**La R&D** du G5, plus concentrée, se trouve quasi-exclusivement dans quatre régions : l'Ile-de-France (59% des emplois), Midi-Pyrénées (17%), Languedoc-Roussillon (14%) et Centre (5%).

Il serait dommage de ne pas rappeler **le choix de l'entreprise Pierre Fabre** qui, depuis son origine (en 1961), a ancré son activité dans le Sud de la France, ce qui représente un soutien important pour l'économie de la région Midi-Pyrénées (Pierre Fabre en est le deuxième employeur privé) et plus encore pour le département du Tarn (premier employeur). La localisation du centre de décision du groupe, qui n'est pas une « grande » ville (Castres), est aussi une exception dans le paysage des groupes internationaux.

## 2.3 L'immense majorité de la balance française du médicament

En France, l'excédent commercial est très largement positif pour le médicament. Si on regarde les rubriques 3002 + 3003 + 3004 de la nomenclature douanière (médicaments y compris le vétérinaire mais hors principes actifs), l'excédent a été de 6,35 milliards d'euros en 2008 (\*). Or **la balance du médicament du G5 a été excédentaire de 5,17 milliards en 2008**. L'excédent du G5 représente donc l'équivalent de 81% de la balance française du médicament.

### Balance commerciale française du médicament en 2008 (milliards d'euros)



Sources : G5, Douanes

(\*) Le LEEM a publié mi-2009 un chiffre de +7,1 milliards pour l'excédent total 2008. La différence avec le chiffre que nous avons relevé fin 2009 sur le site des Douanes semble venir de champs et de nomenclatures différents. Au « pire », l'excédent du G5 représenterait 73% de la balance française. Et ceci avant principes actifs (voir ci-après), qui augmenteraient beaucoup le ratio :

**Notre observation :** **l'excédent commercial du médicament s'est amélioré en 2008** (environ 600 millions de plus qu'en 2007), notamment grâce la progression du G5.

**A l'inverse de la balance française tous secteurs qui s'est dégradée en 2008. D'où l'intérêt d'avoir des points forts.**

**Même scénario en 2009 :** malgré la crise, l'excédent du médicament (hors principes actifs) a encore augmenté de 530 millions (+8%) alors que la balance industrielle de la France s'est dégradée.

Comme on peut le lire dès la première ligne de la synthèse du commerce extérieur faite par le Ministère des Finances : « *les échanges chutent fortement en moyenne en 2009. A l'exception notable de la pharmacie, tous les produits sont touchés, plus particulièrement l'industrie automobile et les biens intermédiaires* » (<http://lekiosque.finances.gouv.fr>).

Cette place du « G5 » dans le commerce extérieur ne s'arrête pas au médicament stricto sensu :

Pour l'activité de chimie fine, les **principes actifs à usage pharmaceutique**, la balance française est très déficitaire : - 1,7 milliard en 2008 (données douanières). Dans la note officielle sur le commerce extérieur 2009 mentionnée plus haut, alors que la balance du médicament hors vaccins s'améliore de 380 millions d'euros, que celle des vaccins s'améliore de 150 millions [soit au total les 530 millions mentionnés dans l'encadré], le total de la filière pharmaceutique [= y compris les principes actifs à usage pharmaceutique, et y compris les autres produits pharmaceutiques non médicamenteux] recule, avec un excédent de 3,92 milliards en 2009 contre +4,53 en 2008. Cela s'explique notamment par le point faible de la chimie pharmaceutique qui abaisse beaucoup l'excédent apporté par les médicaments.

Or, pour ces principes actifs, on peut estimer (\*\*) que les entreprises du G5 sont globalement excédentaires, de l'ordre de 200 millions en 2008. On peut donc avancer que si on considère l'excédent commercial de l'ensemble de la filière pharmaceutique telle que définie plus haut, le G5 en représentait très vraisemblablement « l'équivalent » de plus de 100%. C'est en « équivalent », car d'autres entreprises du médicament hors G5 ont aussi une balance excédentaire.

(\*\*) sur cet item principes actifs, malgré des données incomplètes (certains laboratoires ayant des difficultés d'identification des produits), nous avons pu faire une estimation parce que nous avons l'essentiel.

La pharmacie, prise dans ce sens large avec la chimie pharmaceutique et la parapharmacie, représentait en 2009 le **troisième excédent commercial sectoriel de la France** (hors matériel militaire) après l'aéronautique, la chimie/parfums/cosmétiques et juste devant l'agro-alimentaire, ce dernier secteur ayant sensiblement baissé en 2009.

## 2.4 Les investissements : une préférence maintenue pour la France

Les **investissements** dits « corporels » (bâtiments, machines, matériel...) irriguent directement l'économie et reflètent les choix de localisation des entreprises dans la production, la recherche et les sièges administratifs, avec les emplois correspondants à la clé.

**En 2008**, les entreprises du G5 ont investi près de 1,1 milliard d'euros en France, un record sur les quatre dernières années. Ces investissements ont représenté selon les années, 2005 à 2008, entre 55% et 75% des investissements totaux du secteur pharmaceutique tels qu'ils sont mesurés par le SESSI (Ministère de l'Industrie).

Finalement, nous estimons que le G5 a représenté, en moyenne, **près des 2/3 des investissements du secteur**. Sachant que son CA représente 23% des ventes intérieures de médicaments en France, cela reflète que les entreprises du G5 investissent beaucoup en France, relativement aux bénéficiaires qu'elles tirent du seul marché intérieur.

Plus précisément, cela traduit que :

- a) les centres de décision sont en France (sièges).
- b) plus de 40% de la recherche monde du G5 se fait en France (voir plus loin) : donc des investissements corporels en recherche.
- c) les exportations sont massives (cf. supra) donc des investissements en production.

Des exemples que nous avons choisis dans l'actualité, un massif et deux « ciblés » :

- les vaccins (un marché en pleine expansion au niveau mondial): en mai 2009, sanofi-aventis a lancé la construction d'un nouveau centre de production de vaccins de sanofi pasteur à Neuville-sur-Saône : un investissement de 350 millions d'euros, pour une unité qui sera opérationnelle en 2013 et qui créera 200 emplois. Cela s'ajoutera aux 600 millions déjà investis par le groupe sur les sites français de vaccins entre 2005 et 2008.
- la bioproduction : en février 2010, Pierre Fabre a investi 15,5 millions à Saint-Julien-en-Genevois (Savoie) dans une nouvelle unité de biotechnologie des anticorps ayant pour mission principale le développement et la production de lots précliniques et cliniques. L'entreprise répond ainsi à l'objectif de développement de la bio-production qui fait partie des priorités pour la France identifiées par le Conseil Stratégique des Industries de Santé.

Le LFB, via sa filiale Mabgène société de services de bioproduction à façon, implantée à Alès (Gard), spécialisée dans la production d'anticorps monoclonaux et d'autres glycoprotéines à partir de systèmes de cellules animales, a engagé une phase d'investissement de 15 M€ au total pour l'agrandissement de ses installations BPF destinées à la fabrication de lots cliniques de phase III et des lots commerciaux de biomolécules.

**Notre observation** : d'abord, on constate un **fort « tropisme » maintenu pour la France**. Les laboratoires du G5 choisissent de continuer à investir beaucoup en France, bien que la croissance du marché mondial soit clairement ailleurs.

Les investissements, quelle que soit leur taille, sont aussi une **décision stratégique** nécessaire et parfois cruciale pour l'avenir. Les exemples d'investissements ci-dessus, dont l'enjeu est vital, dans un secteur d'excellence française (les vaccins) et un autre dans lequel la France est en retard (la bioproduction) illustrent, nous semble-t-il, la nécessité de bien « doser » la régulation effectuée au bénéfice de l'assurance-maladie si on ne veut pas limiter la capacité de grandir des entreprises qui investissent en France

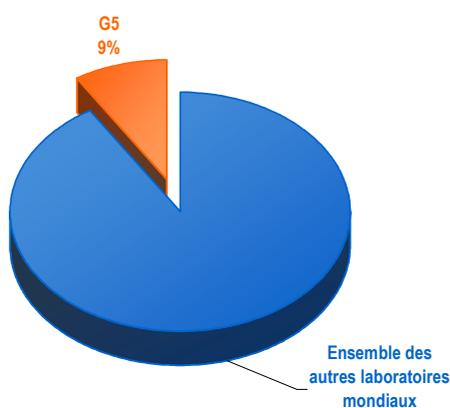
### 3. Un acteur incontournable en recherche

#### 3.1 En dépenses et en emplois ...

C'est le chiffre mondial que nous apprécions d'abord : au total, les dépenses de recherche des entreprises du G5 ont été de **5,84 milliards d'euros dans le monde** (2008).

Or la recherche pharmaceutique dans les trois zones majeures de l'industrie (USA + Europe + Japon, qui représentent à elles seules 80% du marché mondial) a représenté 62 milliards d'euros en 2007 (source EFPIA). De leur côté, les dépenses de R&D des entreprises du G5 ont été de 5,66 milliards la même année 2007, **soit 9% du total**.

#### Part du G5 dans les dépenses « mondiales » de R&D pharmaceutique en 2007



Source : EFPIA, G5

**Notre observation :** Globalement, les entreprises du G5 dépensent en recherche **17,2% de leur CA mondial médicaments** (données 2008 : 5,84 / CA mondial médicaments G5 à 34 milliards). Le ratio Monde est celui qui a le plus de sens, puisque la capacité de recherche d'un groupe dépend de ses ventes mondiales.

Ce ratio moyen « G5 » varie de 16 à 22% selon les entreprises qui le composent. Des taux plutôt dans la tranche supérieure de ce qu'on trouve chez les grands groupes mondiaux. **De ce point de vue, les entreprises du G5 font mieux que tenir la comparaison au niveau mondial.**

Le deuxième niveau d'analyse est la localisation de cette recherche : **en France, les dépenses de R&D du G5 ont été de 2,44 milliards d'euros en 2008.**

Cela peut s'apprécier de plusieurs façons :

- en taux d'effort de R&D des entreprises du G5,
- en part dans la recherche pharmaceutique en France,
- en comparant aux autres secteurs industriels.

1) « en taux d'effort France » :

Il n'est plus du tout significatif de faire des ratios par rapport au CA France + Export à cause du « gonflement » des exports et des imports [mais la balance n'est pas touchée] lié à la simple intensification des allées et venues des produits aux frontières, à cause de l'organisation segmentée de la fabrication en Europe.

Une bonne manière d'apprécier cet effort de recherche **national** consiste à ne considérer que le marché intérieur, celui qui est financé par l'assurance-maladie ou par les complémentaires. Autrement dit, dans cette approche, les exportations sont mises à part puisqu'elles ne coûtent rien aux comptes sociaux mais au contraire créent des emplois en France (et donc des recettes sociales) et soutiennent notre balance commerciale.

**Notre observation : Pour les entreprises du G5, le ratio dépenses R&D France/CA France, était de 40 % en 2008** (exactement 39,8 %, soit 2,44 Mds de R&D / 6,13 milliards de CA ville + hôpital). Noter que le ratio monte à **43 %** si on enlève du CA le non-remboursable et l'automédication.

On comprend aisément que ce taux est élevé. Comme pour les investissements corporels (supra), cela reflète que les entreprises du G5 choisissent de faire beaucoup de recherche en France. Alors que 18% de leur CA Monde est réalisé en France, elles y font 42% de leur recherche. Et les données montrent que c'est vrai pour chacune des entreprises du G5.

Si on veut comparer le 39,8% précédent au reste de l'industrie opérant en France, on se heurte à la question du montant réel de la R&D pharmaceutique faite en France (cf. ci-après : « les chiffres globaux en question »). Mais le ratio serait sans doute de l'ordre de 7 à 8%.

## 2) en part dans les dépenses de recherche pharmaceutique en France

Les chiffres globaux en question : Le croisement des différentes données disponibles sur la recherche est délicat, comme pour l'emploi. Le « budget » total de R&D de l'industrie pharmaceutique qui ressortirait de l'enquête du Ministère de la Recherche (5,1 milliards en 2007) n'est pas du tout à prendre comme tel, selon la responsable de l'enquête au Ministère : il inclut des dépenses intérieures à hauteur de 3,56 milliards, qui sont essentiellement celles à considérer, et des dépenses extérieures pour 1,56 milliard, exécutées à l'extérieur des entreprises interrogées (y compris exécutées à l'étranger ou bien en double compte avec des dépenses intérieures). En outre, la définition « industrie pharmaceutique » est large avec entre autres la fabrication de principes actifs et la recherche afférente.

Intra-laboratoires détenteurs d'AMM, le G5 (avec ses 2,44 milliards) représente le cœur de la recherche faite en France. En effet, plus des 3/5 du marché sont détenus par des sociétés dont les centres de décision sont à l'étranger : leurs dépenses de recherche en France sont plus ou moins importantes selon les entreprises mais naturellement très modérées au global. Enfin, il faut tenir compte des autres laboratoires français indépendants de taille moyenne (mais peu nombreux), et surtout des sociétés de biotech qui n'ont pas encore de molécules sur le marché.

Malgré les limites méthodologiques mentionnées, nous pouvons au moins avancer que **le G5 représente plus de 60% de la recherche privée sur le médicament effectuée en France.**

Si maintenant on considère **l'agrégat des « Sciences de la Vie »** au sens large du terme, et qu'on englobe l'ensemble de la recherche **publique et privée en France**, on peut estimer en croisant plusieurs estimations que le G5 en représente **entre 25% et 30% à lui seul.**

## 3) comparaison sectorielle

Le G5 avait **12 540 emplois directs en recherche en France en 2008**, selon la ventilation de l'emploi fournie par les 5 sociétés. Soit, on l'a déjà vu, 28,5% de ses effectifs totaux en France.

En incluant la fabrication de principes actifs, l'enquête du Ministère comptabilise 23 981 emplois de recherche en 2007 pour la branche pharmaceutique.

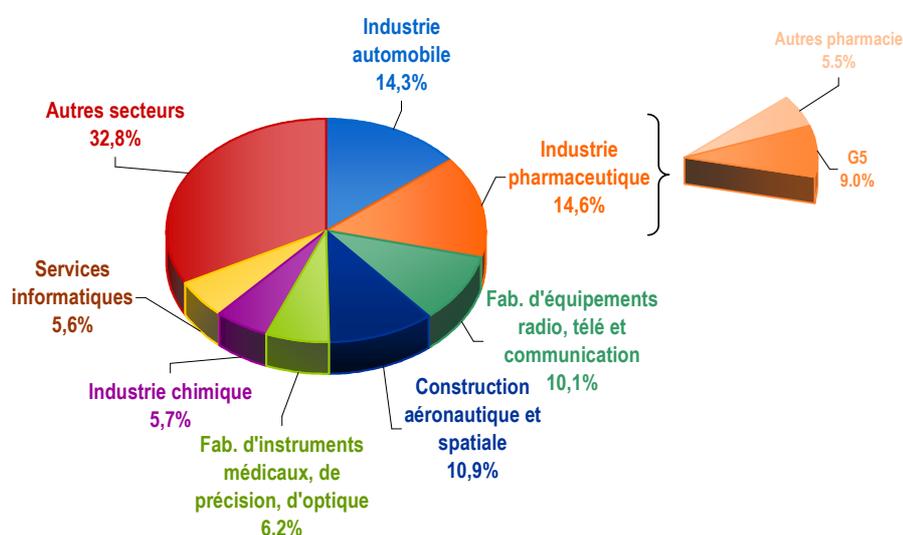
a) **en nombre absolu d'emplois de recherche en France** en 2007 (secteur privé), cela place l'industrie pharmaceutique au 2<sup>ème</sup> rang des secteurs économiques derrière l'automobile (30 912 emplois de recherche) et devant les télécoms (21 097), les services informatiques (18 683), la construction aéronautique et spatiale (16 811), le matériel médical et d'optique (14 348), la fabrication de machines et équipements (12 128), la chimie (11 415), etc.

b) en dépenses totales de recherche en France, la comparaison porte sur les seules dépenses dites intérieures qui reflètent l'activité directe de recherche industrielle privée exécutée sur le territoire national (pour éviter les problèmes mentionnés avec les dépenses extérieures).

Tous secteurs industriels confondus, soit 24,47 milliards d'euros de dépenses intérieures en 2007, le secteur **pharmaceutique** (3,56 milliards) est maintenant **n°1 avec 14,6% du total** devant l'automobile (3,49 milliards / 14,3%).

Le **G5** (2,44 milliards) en représenterait 10% si toutes ses dépenses étaient « intérieures » mais ferait plutôt environ **9% du total R&D tous secteurs industriels**.

### Répartition des dépenses nationales de R&D par secteur industriel en 2007



Source : G5, Ministère de la Recherche

**Notre observation :** si on essaie brièvement de situer trois fleurons industriels français, la construction aéronautique et spatiale, l'industrie automobile, l'industrie pharmaceutique, on peut faire les comparaisons suivantes, sachant que tous trois sont des secteurs stratégiques pour le pays, sont soumis à une forte concurrence et ont des champions nationaux :

En **dépenses de recherche en France**, la pharmacie progresse plus vite et a pris la 1<sup>ère</sup> place en 2007 (cf. graphique supra) alors qu'en 2000, elle n'était que 3<sup>ème</sup> avec 12,4% du total derrière l'automobile 13,8%, les télécoms (13,7%) et devant l'aéronautique/spatial 4<sup>ème</sup> avec 10,2%.

En **ratio effectifs de recherche** / effectifs totaux des entreprises enquêtées par le Ministère, la pharmacie est à 25,5%, soit le 2<sup>ème</sup> rang sectoriel derrière les télécoms (28,0%). Le secteur aéronautique/spatial est à 22,2% et l'industrie automobile à 11,2%.

Cette recherche est **auto-financée** à plus de 99% pour les secteurs pharmaceutique et automobile, alors que la recherche aéronautique bénéficie pour 31% de financements publics.

En **nombre total d'emplois industriels en France**, la construction automobile compte 198 600 emplois (source enquête annuelle d'entreprise 2007), l'industrie pharmaceutique 108 100 et la construction aéronautique et spatiale 100 900 (dans les trois cas : emplois directs, hors emplois induits et hors distribution).

En **excédent commercial**, c'est l'aéronautique qui est n°1 tous secteurs (devant la parfumerie cosmétiques). La pharmacie est 3<sup>ème</sup> et continue de progresser en 2008 et 2009 alors que notre balance industrielle globale se détériore (cf. encadré page 13). En particulier, l'industrie automobile, qui était n°1 de l'excédent commercial sectoriel de la France en 2004, voit son solde se dégrader continûment depuis 5 ans. Ses échanges sont déficitaires depuis 2008.

### 3.2 ... et comme partenaire de la politique de recherche de l'Etat

L'énumération complète des **partenariats public / privé** des entreprises du G5 serait fastidieuse. Leur nombre important recouvre une multitude de petits et grands projets : des travaux ponctuels, des subventions annuelles, des collaborations pour le développement des médicaments, le versement de redevances au CNRS (ex : Taxotère, Navelbine, Javlor...), des thèses, etc. Tout ceci est réalisé avec tous les grands organismes de recherche : CNRS, mais aussi Inserm, CEA, hôpitaux publics, Universités.

Pour donner une idée de la diversité, on peut mentionner les instituts comme l'Institut Pasteur, l'Institut Curie, l'Institut Gustave Roussy, l'Institut des maladies rares, l'Institut de la moëlle épinière et du cerveau, l'Institut des sciences et techniques du médicament de Toulouse. Ou les fondations : France Alzheimer, InNaBio Santé, Fondation Pierre Denicker sur la santé mentale, Fondation Pierre Fabre, Fondation Alliance BioSecure, Fondation Progreffe, Fondation Ipsen. Ainsi que les fondations universitaires : Fondation Pierre et Marie Curie pour la biodiversité, Pôle de recherche et d'enseignement supérieur de Toulouse, Université de Strasbourg, ....

**Notre observation : Les entreprises du G5 répondent présent à toutes les initiatives publiques. Plus encore, elles en sont souvent un pilier indispensable :**

- InNaBio Santé (2006),
- Financement de la Fondation Alzheimer dès sa création (2008),
- Plan cancer (2002), plan maladies rares,
- Implication dans l'animation et le financement des pôles de compétitivité décidés en 2004 :  
Medicen (Ile-de-France), Lyon Biopôle (Rhône-Alpes), CancerbioSanté (Midi-Pyrénées),  
Nutrition Santé Longévitité (Nord-Pas de Calais)
- Implication dans l'animation et le financement des Cancéropôles régionaux :  
Cancéropôle du Grand Sud-Ouest (Toulouse), Cancéropôle d'Ile-de-France

A l'heure où le nouveau modèle d'organisation de la recherche des grands groupes, au niveau mondial, accorde une place accrue aux collaborations externes, l'ouverture des entreprises du G5 à la recherche publique française constitue pour cette dernière une source de financement, un débouché industriel et un levier d'expansion internationale.

**Ce doit être gagnant-gagnant pour le pays et pour ses entreprises.** L'avenir se prépare grâce aux multiples initiatives et projets de recherche comme ceux qui ont été brièvement évoqués.

Les entreprises s'associent très largement aux initiatives de l'Etat mais le chemin se fait aussi en sens inverse. Dans le programme Biointelligence (118 millions d'euros sur 5 ans), l'éditeur de logiciels Dassault Systèmes et quatre laboratoires du G5 (Ipsen, Servier, Pierre Fabre et sanofi-aventis) se sont associés afin d'élaborer un environnement logiciel intégré pour la découverte et le développement de produits et d'entités biologiques, destiné aux industries des sciences de la vie. Des institutions publiques de recherche les ont rejoints : Inserm, Inria, Genopole. Le programme bénéficie d'une subvention d'Oseo, organisme public dédié au financement de l'innovation.

En février 2010, autre exemple d'actualité : suite aux engagements pris dans le cadre du Conseil Stratégique des Industries de Santé de renforcer les partenariats, un accord-cadre de recherche à hauteur de 50 millions d'euros sur 5 ans a été signé entre sanofi-aventis et l'Alliance pour les Sciences de la Vie et de la Santé (Aviesan) qui regroupe huit organismes publics (Inserm, CNRS, Inra...).

## 4. Développement durable et indépendance sanitaire

### 4.1 G5 et développement durable

Avec ses 18 sites de R&D et ses 44 sites de production implantés principalement au sein d'une douzaine de régions, les laboratoires du G5 sont des acteurs majeurs du tissu industriel français.

Au niveau du respect de l'**environnement**, les laboratoires du G5 sont très engagés depuis de nombreuses années dans la **prévention des risques** environnementaux, avec une attention particulière à la protection des ressources naturelles (préserver la biodiversité), la maîtrise des économies d'énergies et des impacts environnementaux liés à leurs activités (rejets, bruit, protection des milieux aquatiques, etc). Les laboratoires Pierre Fabre ont obtenu en 2009 le prix Potier pour leur procédé permettant de diminuer la concentration d'actif en maintenant la même activité thérapeutique, diminuant ainsi les rejets dans les eaux.

Dans l'ensemble, les laboratoires du G5 consacrent chaque année des montants importants sur leurs différents sites, aussi bien en investissement qu'en fonctionnement : éco-conception des emballages, plates-formes de gestion des déchets, réseaux de rejet des eaux usées, traitement des composés organo-volatiles, installation de filtres à charbon actifs, protection des eaux souterraines et de surface, limitation des émissions de gaz à effet de serre, etc.

C'est donc naturellement que les laboratoires ont adhéré à la convention signée par le LEEM en 2007 après le Grenelle de l'Environnement fixant 10 axes de progrès à adopter par les entreprises du médicament pour faire de l'environnement un volet essentiel dans leur démarche de responsabilité sociétale. Cette convention implique naturellement beaucoup plus les entreprises qui ont la majorité de leurs sites en France, que les sociétés qui ont uniquement des sites administratifs et commerciaux.

Outre les exigences réglementaires, ils privilégient aussi l'**intégration paysagère** de leurs sites, avec un souci d'intégration dans leur milieu naturel ainsi que leur voisinage immédiat.

Au-delà de la performance environnementale, les entreprises du G5 intègrent le Développement Durable dans leurs stratégies par des **engagements économiques, sociaux et sociétaux**. Par exemple, sanofi-aventis est reconnu comme un des leaders du développement durable : présent dans les indices globaux de responsabilité sociétale des entreprises, le groupe a été récompensé pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive dans le Dow Jones Sustainability Index.

L'**engagement solidaire** est une tradition établie au sein des entreprises du G5, qui multiplient les actions en France et à l'international : soutiens financiers, humains, logistiques ou en nature. Et des actions ciblées pour favoriser l'accès aux soins, aux médicaments et aux vaccins :

- aide en situation d'urgence, soutien aux ONG dans leurs actions de terrain.
- dons de médicaments et vaccins pour les populations sinistrées partout dans le monde.
- politique de prix différenciés.
- actions pour la qualité des médicaments et des soins dans les pays pauvres : lutte contre les contrefaçons, construction de bâtiments dédiés à la distribution de médicaments essentiels.
- dons d'équipements ou financement de structures en faveur d'une meilleure prise en charge globale des patients et de leur famille.
- soutien à l'association le Rire Médecin pour le bien être des enfants à l'hôpital (LFB).
- création d'un centre de référence de la drépanocytose au Mali (fondation Pierre Fabre).
- soutien humain et financier aux personnes en grande précarité (ex : Ipsen qui soutient la Fondation de la 2<sup>e</sup> chance, Fondation Candy au Mexique, etc), à des associations de patients.
- soutien des groupes Servier et sanofi-aventis aux programmes « Culture à l'Hôpital » en partenariat avec les Ministères de la Culture et de la Santé.

**Contribuer au développement et à la diffusion des connaissances scientifiques** est une autre vocation naturelle :

- Support à la recherche et l'innovation, notamment à travers les différentes Fondations qui ont été citées précédemment dans les partenariats de recherche (par ex. : colloques internationaux de haut niveau de la Fondation Ipsen).
- Efforts de recherche sur les problèmes de santé non résolus, les maladies rares ou touchant les populations peu solvables.
- Coopération multidisciplinaire. Deux exemples : Fondation Alzheimer déjà mentionnée, chargée de la mise en œuvre du volet recherche du Plan Alzheimer 2008-2012, et où on retrouve, parmi les cinq membres fondateurs, trois laboratoires du G5 ; ou encore le projet CREMEC (Centre de ressource de modèles expérimentaux de cancer) labélisé MEDICEN auquel participent Ipsen, sanofi-aventis et Servier.
- Education et formation (remise de bourses ou de prix, participation à des projets de formation, Conférence Hippocrate et conférence Moissan des laboratoires Servier, soutien à des programmes ou centres de recherche académiques...).
- Engagement dans les programmes de Santé Publique (cancéropôles, projet TransAL, etc.),
- Coopération avec les sociétés savantes et les institutions sanitaires.
- Diversification des cursus de formation, développement de la formation continue (partenariat Ipsen avec la chaire Santé de Sciences-Po Paris ; partenariat Servier avec l'Essec ainsi qu'avec l'université Paris Descartes pour la formation de médecins, comme d'ailleurs Sanofi ; partenariat Pierre Fabre avec l'Université de Strasbourg), développements locaux (Pierre Fabre avec l'IUT de chimie de Castres), etc.
- Partenariat dans le domaine des maladies rares pour améliorer l'information et le diagnostic (partenariat du LFB avec Orphanet (base de données européenne) et le CEREDIH (centre de référence des déficits immunitaires / Hôpital Necker).
- Soutien aux travaux de recherche dans le domaine de la sécurisation biologique (LFB à l'initiative de la fondation Alliance Biosécure).
- Participation directe ou indirecte à de nombreuses études cliniques ou observationnelles universitaires sur le territoire national (PHRC ou autres) qui contribuent aux publications internationales des chercheurs français.

Enfin, même si cela peut paraître aller de soi, **l'implication citoyenne** s'inscrit au quotidien dans le travail d'équipe, le respect des valeurs, l'éthique, la responsabilité sociale :

- Développement des talents et des carrières par la promotion de la formation et du développement de chaque employé (amélioration des compétences, excellence managériale).
- Santé et sécurité au travail, protection sociale.
- Respect des codes éthiques internationaux.
- Application bien sûr, voire dépassement, des procédures et des directives réglementaires concernant les affaires et la recherche (code des marchés publics, protocoles, etc).
- Soutien aux plans nationaux du Gouvernement : Alzheimer, Cancer, Fonds Biotech, etc.
- Comportement « patriotique » dans le développement des emplois et des carrières en région.
- Actionnariat-salarié.

**Notre observation** : A l'heure de la mondialisation et de la délocalisation tous azimuts que vit l'économie mondiale pourquoi ne pas souligner le **lien évident et fort des 5 entreprises du G5 avec la France**.

Il a notamment sa source dans l'état d'esprit et le charisme de leurs fondateurs (Servier, Fabre), l'actionnariat (Ipsen), le contrôle de l'Etat (LFB), l'histoire de l'entreprise (sanofi-aventis). Il se concrétise par une grande proximité de leurs décisions stratégiques avec les intérêts nationaux pour que la France reste un des grands pays en industries de santé.

## 4.2 Indépendance sanitaire

L'indépendance sanitaire d'un pays - ou plutôt sa souveraineté - se caractérise par sa **capacité à maîtriser les grands enjeux de santé publique** et sa volonté de se donner les moyens d'une certaine autonomie dans ce domaine.

- ◆ En toute circonstance : disposer sur le territoire d'une capacité nationale de production suffisante et de centres de recherche, permettant à l'Etat de se mettre en capacité de répondre aux **priorités nationales en santé** :
  - Garantir aux Français l'accès aux traitements disponibles pour leurs pathologies.  
Les laboratoires du G5 sont garants d'un portefeuille diversifié :
    - Ils couvrent des **domaines thérapeutiques majeurs**: cancer, maladies cardio-vasculaires et métaboliques, système nerveux central, maladies neuro-dégénératives, ostéoporose, anti-infectieux, anti-douleur, endocrinologie, dérivés du sang, maladies rares et médicaments adaptés à l'enfant...
    - Le LFB, est un des rares acteurs mondiaux à pouvoir produire des médicaments dont certains sont qualifiés de médicaments essentiels par l'OMS, indiqués dans des pathologies engageant souvent le pronostic vital. Pour certaines **maladies rares**, le LFB est le seul laboratoire présent sur le marché français.
    - sanofi-aventis est le leader mondial des **vaccins**.
  - Sécuriser l'approvisionnement des médicaments stratégiques, en quantités suffisantes.
  - Garantir la qualité des produits.
  
- ◆ En situation de **crise sanitaire** :
  - Se donner la capacité de répondre aux grands défis sanitaires de sa population, avec une **réactivité** optimale :
    - Les entreprises du G5 s'engagent moralement à réserver une partie de leur production pour servir prioritairement le marché français en cas de crise. Si on prend **l'exemple de la crise du chikungunya**, le LFB a supporté à ses frais la mise au point d'une immunoglobuline humaine enrichie en anticorps dirigés spécifiquement contre le virus. Puis Pierre Fabre et sanofi-aventis ont maintenu les quantités nécessaires de médicaments, indispensables au traitement de cette maladie.
    - En cas de crise grave, type vraie pandémie grippale par exemple, l'Etat pourra même réquisitionner les usines sur son territoire (ainsi les Etats-Unis ont beaucoup renforcé leur capacité de production de vaccins pour ne plus être dépendants de l'Europe).
  - Apporter des réponses innovantes et de proximité.

**Notre observation** : Même remarque pour les situations de crise sanitaire que pour les appels de l'Etat à être partenaire de toutes les initiatives pour dynamiser la recherche (cf. 3.2 supra) : **les laboratoires du G5 répondent présents** (exemples récents : Sichuan en mai 2008, grippe H1N1 en 2009, Haïti en 2010).

## Conclusion : un atout majeur pour le pays

### 1<sup>ère</sup> question : Quel bilan économique direct du G5 ?

Quelle dépense pour la Sécurité sociale ? Les médicaments vendus en France par le G5 ont donc représenté 6,1 milliards en 2008 (remboursable + hôpital + non-remboursable). Soit 23% du marché intérieur. Sur ce montant, on peut calculer que 4,4 milliards sont financés par l'assurance maladie obligatoire (en prix industrie, hors marges de la distribution).

Cependant, **ce n'est pas d'abord un « coût » pour la Sécurité Sociale. C'est en premier lieu la contrepartie de la contribution à la santé publique.**

Ensuite, pour le coût (réel) : les pathologies sont là. Il faut donc produire les médicaments en France ... ou les importer ! **Produire en France est un bénéfice :**

*« Présentées comme des charges pour le système de protection sociale, certaines dépenses de santé peuvent être considérées en fait comme des investissements lorsqu'elles sont affectées au remboursement d'un médicament issu de la recherche nationale ou produit sur le territoire ; ceci revient à financer de l'emploi et de la croissance, alors que l'importation d'un produit représente une charge nette. »* Les biomédicaments : des opportunités à saisir pour l'industrie pharmaceutique. Rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental, Yves Legrain, 2009.

Par ailleurs, **les retombées directes pour l'économie en 2008** sont les suivantes :

- 43 903 emplois directs
- 2,46 milliards d'euros pour les comptes publics : soit 1,61 milliard de cotisations sociales et 850 millions de taxation ordinaire et spécifique
- 1,09 milliard d'investissements corporels
- Balance commerciale « médicament » des entreprises du G5 : +5,17 milliards soit 80% de la balance française du médicament

### 2<sup>ème</sup> question : quels effets économiques induits ?

On peut seulement avoir **une idée des retombées indirectes et induites**, selon la comptabilité nationale (achats, sous-traitance, consommation des salariés directs et indirects, etc.) :

En effet, elles n'ont pas été évaluées spécifiquement pour le G5. Mais un travail assez récent (Saint Cast/Fagnani, 2006), pour l'ensemble de l'industrie pharmaceutique en France – données 2004 – a abouti à un multiplicateur de 3.9 pour l'emploi, 2.6 pour les cotisations sociales, 1.2 pour les impôts et taxes et 5 pour les investissements.

Note : Les effets indirects sont les consommations intermédiaires (achats, sous-traitance, ...). Les effets induits viennent 1) de l'utilisation des revenus des salariés directs et des salariés des fournisseurs des consommations intermédiaires ; 2) des investissements directs et de ceux des entreprises fournissant les consommations intermédiaires ; 3) de l'utilisation par l'administration des impôts et des taxes pour les salaires de leurs agents - qui vont de même utiliser ces revenus - , de la consommation des administrations et de leurs investissements.

### 3<sup>ème</sup> question : quel effort de recherche en France ?

**L'apport en recherche est massif** : le G5 a dépensé 2,44 milliards d'euros en R&D en France en 2008 (5,84 dans le monde) et emploie directement 12 500 personnes en recherche sur le territoire national (inclus dans les chiffres totaux d'emploi). En valeur, c'est plus de 60% de toute la recherche pharmaceutique faite en France.

Pour avoir une meilleure idée des masses en jeu et du **taux d'effort**, on a calculé que la seule dépense de recherche faite en France par les entreprises du G5 représente 40% de leurs ventes de médicaments en France (2008). Autre comparaison parlante : c'est 55% de ce que dépense l'assurance-maladie obligatoire pour des médicaments des entreprises du G5 (calcul hors coût de la distribution).

**Autrement dit, rien qu'en R&D, les entreprises du G5 réinvestissent très largement en France**, au regard du CA qu'ils réalisent sur le seul marché intérieur (et pour lequel ils ont d'abord des coûts normaux de production et de commercialisation).

Dernier étalonnage à rappeler : cette R&D en France des entreprises du G5 représente entre 25 et 30% de la dépense de R&D totale, c'est-à-dire publique + privée en « sciences de la vie » au sens large - chiffres officiels un peu imprécis.

**Notre observation : La localisation en France de la recherche est un enjeu économique qui va bien plus loin** que la mesure d'impact précédente :

- elle crée des emplois très qualifiés et participe au dynamisme scientifique du pays.
- elle participe au rayonnement international de la France (et attire des bons chercheurs).
- elle est le fondement de son indépendance sanitaire d'aujourd'hui et de demain.
- elle donne à la France la capacité de créer un cercle vertueux entre la recherche privée et la recherche publique, au surplus dans un environnement budgétaire très tendu. Effectivement le G5 est, de plus en plus, en partenariat avec le secteur public, présent dans une multitude de grands projets et de « petites » recherches.
- plus vital encore, cette localisation en France de la recherche répond aux exigences de la compétition mondiale : les enjeux cruciaux pour les pays développés sont les secteurs de pointe... et in fine l'innovation et les nouveaux emplois : **la France de demain !**

## Annexe



■ Plus de 3000	(5)
■ 1 000 à 3 000	(3)
■ 500 à 1 000	(3)
■ Moins de 500	(13)

